

Avis du Cesece Guyane

Assemblée Plénière Cesece Guyane n°06-2024 du 18 novembre 2024

Le lundi 18 novembre 2024 à 9 heures, les membres du Cesece Guyane se sont réunis en séance plénière à la Collectivité territoriale de Guyane – Salle de délibérations, sous la présidence d'Ariane FLEURIVAL, Présidente du Cesece Guyane, Vice-Présidente du Ceser France Déléguée aux Outre-mer.

En présence de : Jean-Marc AIMABLE, Philippe ALCIDE-DIT-CLAUZEL, Bruno APOUYOU, Adrien AUBIN, Marc BARRAT, Gilles BEAUDI, Daniel BEAUSOLEIL, Hadj BOUCHEHIDA, Riquel BRUNO, Thomas CAPARROS, Janie CESTO, Madeleine CHAILLOUX, Daniel CLET, Marianne CRAIG, Francette DESIR ASSELOS, Henry DÉSIR, Manuelle DOLOR-FULGENCE, Monique ELFORT, Ariane FLEURIVAL, Ursula FOLK, Charlette HOVEL, Rhagive JUSTE, Laurent KELLE, Franck KRIVSKY, Didier MAGNAN, Gérald MANAERTS, Jean-José MATHIAS, Ingrid MENCÉ, Isabelle NIVEAU, Cindy POLLUX, Jean-David POQUET, Fabrice PREVOT, Ghislaine PREVOT, Jean-Marie PREVOTEAU, Jessy PSYCHE, Johana RESTREPO, Patricia SIMONARD, Claude SUZANON, Marie-Claude THEOLADE.

Étaient absents excusés : Emmanuel BAZIN de JESSEY, Benoît de THOISY, Audrey DEBIBAKAS, Sarah EBION, Christophe MADERE, Franck ROGIER, Synthia SULLY.

Ont donné procuration :

Rosaline CAMILLE épouse SIDIBÉ donne procuration à Charlette HOVEL,
Karine CORMIER donne procuration à Claude SUZANNON,
Christian DORVILMA donne procuration à Ursula FOLK,
Marie-José GAUTHIER donne procuration à Adrien AUBIN,
Claudia HAREWOOD donne procuration à Madeleine CHAILLOUX,
Franck ROGIER donne procuration Daniel BEAUSOLEIL,

Les collaborateurs du CESECE GUYANE :

En présence de : Marie-Line AUGUSTIN-MARCIN, Ramona BINARD, Dimitri COUTY, Philippe DAUDE, Laurent EURYALE, Marguerite LOE-MIE, Marthe PANELLE-KARAM, Béatrice PARESEUX, Marie-Annick PLENET, Alphonse RINGUET, Monsieur Cédric BODLEY, Monsieur Dimitri COUTY, Monsieur Philippe DAUDE, Monsieur Laurent EURYALE, Madame Marguerite LEO-MIE, Madame Marthe PANELLE-KARAM, Madame Béatrice PARESEUX, Madame Marie-Annick PLENET, Monsieur Alphonse RINGUET

Étaient absent excusés : Monsieur Jean-Paul CLAIRE, Monsieur Christian FAUBERT, Monsieur Thierry JOSEPH, Monsieur Vincent LAGUERRE, Madame Christ'Laur PHILIPS, Madame Mireille ZULEMARO

Les élus territoriaux :

En présence de : Monsieur Lucien ALEXANDER, Conseiller Territorial Délégué à la fiscalité et performance, Monsieur Maurice ZEPHIR, Directeur adjoint – Direction des affaires financières, Madame Mylène PAUILLAC, Directrice Service Actions Sociales, Monsieur Danièle MONTGENIE, DAF/Fiscalité, Monsieur Thomas ISNARD, Chargé de mission – Base Fiscale

Le Conseil Economique Social Environnemental de la Culture et de l'Éducation de Guyane,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7124 -1 à 3 et R 7124- 1 à 7 et R.7124-22

Vu l'article 251 de la LOI n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (1) modifiant les articles du code général des collectivités territoriales (CGCT) L. 7124-1 L. 7124-2. L. 7124-3 - L. 7124-5

Vu le décret n° 2022-1386 du 31 octobre 2022 relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement des conseils économiques, sociaux, environnementaux, de la culture et de l'éducation de Guyane et de Martinique

Vu la circulaire du 11 décembre 2023 des ministres de l'intérieur, du travail, de la fonction publique et des outre-mer relative aux modalités de renouvellement des conseils consultatifs des collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution ;

Vu le décret n°2023-1332 du 29 décembre 2023 modifiant les modalités de fonctionnement des conseils économiques, sociaux et environnementaux.

Vu l'arrêté n° 22.mhp.24 fixant le renouvellement de la liste des organismes représentés au Conseil Économique, social, environnemental, de la culture et de l'éducation de la Guyane, le nombre de leurs représentants et les modalités de leur désignation du 18 mars 2024 et les R03-2024-04-24-00006 20240424 arrêté portant désignation des membres du Conseil, économique, social, environnemental, de la culture et de l'éducation de la Guyane et R03-2024-04-24-00007 et l'arrêté portant nomination des personnes qualifiées au conseil économique, social, environnemental, de la culture et de l'éducation de la Guyane du 24 avril 2024.

Vu le décret n° 2023-1332 du 29 décembre 2023 modifiant les modalités de fonctionnement des Conseils Économiques, Sociaux et Environnementaux Régionaux,

Entendu la décision du bureau du 30 mars 2023

Entendu l'Assemblée plénière du 15 mai 2023 et la Délibération n°09– APCESECG N°05 15/05/23.

Entendu la décision du bureau n°001 du 07 mars 2024

Vu la Délibération n° 01-AP2024 – ELECTION DE LA PRESIDENCE DU CESECE GUYANE

Vu la délibération N°2-AP 2024 – ELECTION DU BUREAU DU CESECE GUYANE

Entendu l'arrêté préfectoral n°R03-2024-08-01-00003 portant modification n°1 de l'arrêté n° RO3-2024-04-24-00006 désignant les membres du Conseil économique, social, environnemental, de la culture et de l'éducation de la Guyane

Vu le règlement intérieur du Cesece Guyane ;

Vu la saisine du Président de la CTG en date du 08 novembre 2024

Entendu les rapports :

- ✓ Rapport n°AP2024-115-12 - Prolongation de l'exonération d'octroi de mer accordée à la société SOLICAZ au titre de ses activités de recherche.
- ✓ Avis sur le rapport n°AP2024-109-6 - Décision Modificative N01 – Exercice 2024
- ✓ Rapport n°112-9 - Demande d'exonération d'octroi de mer au titre des activités de recherche : SAS HYFLEX
- ✓ Rapport n°117-14 - Validation du Schéma de l'Action Sociale de Proximité
- ✓ Rapport n°110-7 - Répartition 2024 du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle pour 2024
- ✓ Rapport n°113-10 - Exonérations d'octroi de mer externes au titre des activités économiques : actualisation pour 2025
- ✓ Rapport n°114-11 - Modification de la délibération AP-2018-27 du 25 juin 2018 relative à la modification du taux réduit de la taxe spéciale de consommation (TSC) sur le gazole destiné à l'alimentation des moteurs fixes à compter du 1^{er} août 2018

Saisines de la Collectivité territoriale de Guyane

Avis n° 23 -2024 sur le rapport n°117-14 - Validation du Schéma de l'Action Sociale de Proximité

Suite à la présentation administrative du Schéma de l'Action Sociale de Proximité 2025-2029, lecture est donnée aux membres de l'assemblée du projet d'avis présenté par la Commission Santé, handicap cohésion sociale du Cesece Guyane.

Les membres de l'assemblée comprennent que la démarche de ce Schéma est de rendre accessible en toute équité les Services Sociaux et de garantir une couverture complète de l'action sociale et de développer des politiques adaptées pour la population du Territoire mais en particulier pour les habitants des communes éloignées.

Ils restent conscients que cette démarche de prévention qui est mentionnée tout au long de la lecture de ce Schéma concerne principalement les personnes en situation de vulnérabilité.

Ils notent que la prise en compte du projet de chaque territoire (EPCI) permettra d'augurer des actions coordonnées avec l'ensemble des partenaires œuvrant dans la démarche de l'action sociale.

Les différents axes proposés autorisent à penser qu'une recherche de cohésion sociale, en passant par les Centres Sociaux, PMI et Service des Solidarités Territoriales, qui sont les premières portes d'accès, mais aussi par tous les relais qui offrent une accessibilité à l'Action Sociale sur le Territoire.

Ils prennent en compte la réalité géographique difficile, qui complexifie les interventions des services de l'Action Sociale, pour tous les habitants du territoire de la Guyane.

Ils saluent la volonté politique de coordonner tous les acteurs sur le territoire et l'inexistence d'un document cadre pour l'Action sociale de Proximité. Ils regrettent que la vision politique n'ait pas été présentée au profit de la démarche administrative et technique. Ils se déclarent favorable à la mise en œuvre des actions programmées.

L'assemblée souhaite que soient prises en compte les remarques et les préconisations suivantes :

1. Une absence de référence,
2. La diffusion du diagnostic social de la Guyane,

3. La clarification de la démarche de coordination (au regard de la transversalité politique du schéma et sa gestion par plusieurs pôles administratifs)
4. Quel est le poids financier des anciens dispositifs ?
5. Quel budget pour ce nouveau schéma ?
6. Quel modèle économique avec quels professionnels ou acteurs de l'action sociale pour sa mise en œuvre ?
7. L'absence de moyens d'évaluations de cette proposition de Schéma, pour mieux mesurer la portée des actions,
8. Il faut mettre en œuvre et adapter une véritable démarche métiers, utile aux besoins du Citoyen,
9. Clarifier la démarche financière par action, afin d'avoir le coût de l'action sociale en Guyane en d'une évaluation,
10. La proposition de faire un plan Marshall pour former des travailleurs sociaux pour la Guyane, par une politique volontariste,

L'exemple du schéma territorial des familles, montre que seul 9 %, de la garde de nos enfants est assurée, par rapport à 55 % dans l'hexagone. Il est prévu la création de places d'accueil dans la petite enfance. Mais la Guyane manque de professionnels pour pouvoir les créer. Comment fera la collectivité pour y parvenir ?

Les Conseillers émettent un avis FAVORABLE sur ce Rapport avec les réserves de l'assemblée.

Fait à Cayenne, le 18 novembre 2024

**La Présidente du CESECE Guyane
Vice-Présidente du CESER France
Déléguée aux Outre-Mer
Présidente du GRSE Guyane**

